



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 14 avril 2015 (3^{ème} séance)

Délibération n° COM 2015-04-03 /33

OBJET: Attribution de la compensation en vertu du rapport définitif de la CLECT

L'an deux mille quinze, le quatorze avril 2015 à 18h48 le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la Mairie d'Anse-Bertrand sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-trois (23)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, M.ATAM-KASSIGADOU Moise, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. FRANCFORT Philipson, M. HERMIN Georges, Mme JASMIN Victoire, Mme LAUG Caroll, Mme LORMEL épouse ARPIHEXAD Marcienne, Mme LOUIS- CARABIN Gabrielle, Mme MANETTE Sandra, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme REINE épouse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Sept (7)

Mme ALPHONSE épouse T'ANCONS Louisiane à M. BERNARD Jean-Luc
Mme ARMOUGON Betty à M.ROUX Harry
M. CORNFILLE Denis à Mme LAUG Caroll
Mme GUILLAUME Stella à Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle
M. HILL Joseph à M. ANZALA Jean
Mme MAMERT-LISTOIR Sabine à M. MORNAL Blaise
Mme OUJAGIR Nadia à M. ARTHEIN Victor

CONSEILERS EXCUSES : Deux (2)

M. LOMBION Jean-Claude, M. PORLON Pierre

CONSEILLERS ABSENTS : Quatre (4)

M. DULAC Daniel, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz,

COURRIER ARRIVÉ LE:

28 AVR. 2015

S/PREFECTURE DE POINTE-À-PITRE

A été élue secrétaire de séance : Mme ARPHEXAD Marcienne

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu le Code Général des Impôts (CGI), notamment son article 1609 nonies C ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu la délibération n° COM 2014-04-02 /19 du 28 avril 2014, relative à la création de la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Considérant que la commission locale d'évaluation de transfert des charges a établi son rapport le 11 décembre 2014.

Considérant que ce rapport fait état des charges et des produits retenus pour l'attribution de compensation définitive des communes au titre des compétences transférées.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté comme suit :

Pour : 29	Contre : 0	Abstention : 1 <i>M. Dona-Eric Alfred</i>
-----------	------------	----------------------------------------------

DECIDE

ARTICLE 1 : D'arrêter l'attribution de compensation définitive des communes membres, conformément aux conclusions du rapport définitif de la CLECT du 11 décembre 2014, joint à la présente délibération.

ARTICLE 2 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME,



- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable Public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.